

Coopération avec le système des Nations Unies

Liste des activités menées par l'UIP du 15 mars 2017 au 15 septembre 2017

*dont le Conseil directeur de l'UIP a pris acte à sa 201^{ème} session
(Saint-Pétersbourg, 18 octobre 2017)*

Démocratie et droits de l'homme

Le 20 avril, l'UIP a participé à une rencontre organisée par l'Université des Nations Unies au Siège de l'Organisation à New York, sur le thème de la montée des politiques nationalistes et de leurs implications en termes de politique migratoire. Durant l'été, l'UIP et le Bureau du Président de l'Assemblée générale ont entamé des consultations en vue de l'Audition parlementaire 2018 – organisée conjointement par l'ONU et l'UIP –, qui contribuera pour beaucoup aux négociations intergouvernementales en vue de l'adoption d'un pacte mondial sur les migrations.

L'UIP a également participé à la 35^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui s'est tenue du 6 au 23 juin 2017. Elle a organisé deux réunions parallèles et émis deux déclarations officielles à cette occasion.

La première réunion parallèle a eu lieu le 12 juin sous la forme d'un dialogue public de haut niveau sur les liens entre le travail des parlements et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Elle a été organisée conjointement par l'UIP, l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD) et le Centre Albert Hirschman sur la démocratie de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, avec le soutien des Missions permanentes de l'Italie, du Japon, du Mexique et du Royaume-Uni.

La deuxième réunion parallèle a eu lieu le 20 juin et a été organisée par la cellule de réflexion *Universal Rights Group* et la Mission permanente de la Géorgie, en collaboration avec l'UIP. Elle a porté sur le rôle des parlements dans les efforts visant à assurer une mise en œuvre efficace, au niveau national, des recommandations formulées par les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU, notamment par le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel. A cette occasion, les participants ont souligné la nécessité de recueillir systématiquement les bonnes pratiques parlementaires et de renforcer les capacités des parlements dans le domaine des droits de l'homme ainsi que la collaboration entre les parlements et les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU.

Le 23 juin, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté une résolution visant à accroître la coopération avec les parlements. La résolution prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) d'établir, en coopération avec l'Union interparlementaire, une étude sur les moyens de promouvoir et de renforcer les synergies entre les parlements et les travaux du Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel.

Le 29 juin, l'UIP a participé à une consultation multipartite organisée conjointement par l'UNESCO et le HCDH sur le renforcement de la mise en œuvre du Plan d'action de l'ONU sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. Cette question a récemment pris de l'importance dans le cadre de l'ODD 16, qui met l'accent sur la protection des libertés fondamentales et sur l'accès public à l'information.

En outre, l'UIP a participé à la 106^{ème} session de la Conférence internationale du Travail de l'OIT, qui s'est tenue du 5 au 16 juin 2017. Elle était présente notamment à l'événement organisé le 12 juin à Genève pour marquer la Journée mondiale contre le travail des enfants autour du thème *Dans les conflits et les catastrophes, protégeons les enfants du travail des enfants*.

Le rôle des parlements a été mis en avant dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les modalités des négociations intergouvernementales en vue de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le 18 avril, l'UIP a participé à une réunion-débat organisée dans le cadre du Dialogue international de l'OIM sur la migration autour du thème *Renforcer la coopération internationale en matière migratoire et la gouvernance des migrations en vue de l'adoption d'un pacte mondial sur les migrations en 2018*. En outre, l'UIP a accompagné la participation de quelque 20 parlementaires à la quatrième session thématique de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux aspects économiques de la migration (les 24 et 25 juillet à New York) ainsi qu'à une audition multipartite (le 26 juillet).

Le 15 septembre, l'UIP a organisé, en collaboration avec l'ONU, des manifestations à Genève et à New York pour marquer le 10^{ème} anniversaire de la Journée internationale de la démocratie et le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie.

Les travaux sur la deuxième édition du Rapport parlementaire mondial, réalisé conjointement par l'UIP et le PNUD, se sont poursuivis conformément au calendrier prévu, en vue de son lancement à la 137^{ème} Assemblée de l'UIP. Cette édition est consacrée à la fonction de contrôle des parlements.

L'UIP a participé à une réunion d'experts organisée en mai 2017 en Norvège, et notamment aux discussions menées par le centre de gouvernance du PNUD à Oslo autour de l'ODD 16.

Par ailleurs, le PNUD et l'UIP ont poursuivi leur projet conjoint d'assistance au Parlement du Myanmar et ont entamé une collaboration en vue de soutenir le Parlement géorgien.

Egalité des sexes et autonomisation des jeunes

Le 15 mars, le Secrétaire général de l'UIP et la Directrice exécutive d'ONU Femmes ont lancé l'édition 2017 de la Carte des Femmes en politique dans le cadre de la 61^{ème} session de la Commission de la condition de la femme à New York. A cette occasion, l'UIP a organisé trois réunions parallèles avec des organisations partenaires, à savoir avec la Mission permanente du Canada le 14 mars et respectivement avec l'UNICEF et le PNUD le 16 mars. Le 17 mars s'est tenue la traditionnelle Réunion parlementaire organisée sur une journée entière par l'UIP et ONU Femmes, dont le thème était l'autonomisation économique des femmes. Quelque 200 parlementaires y ont pris part.

Dans le cadre de la session de juin du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'UIP a organisé une réunion parallèle sur la violence faite aux femmes en politique. Organisée en collaboration avec l'Institut national démocratique pour les affaires internationales et les Missions permanentes de la Suède et de la Sierra Leone, cette rencontre a constitué un lieu d'échange avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences. Par ailleurs, l'UIP est intervenue oralement lors du dialogue interactif organisé en marge de la session du Conseil des droits de l'homme par le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique.

L'UIP a poursuivi sa collaboration avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Le 3 juillet, l'Organisation a informé les membres du Comité de l'état de la participation des femmes à la vie politique dans les pays évalués et de l'ampleur de l'engagement parlementaire dans le processus d'établissement des rapports du CEDEF dans les pays concernés.

L'UIP et ONU Femmes ont continué de soutenir la Grande Assemblée nationale de Turquie dans le domaine de l'égalité des sexes.

Les 25 et 26 avril, l'UIP, le PNUD et le Parlement du Sri Lanka ont organisé conjointement un séminaire régional pour les jeunes parlementaires de la région Asie-Pacifique autour du thème *Le rôle des jeunes parlementaires dans la promotion de sociétés inclusives et pacifiques et la prévention de l'extrémisme violent*. Organisé à Colombo (Sri Lanka), ce séminaire a réuni une cinquantaine de jeunes parlementaires de 11 pays ainsi que de nombreux porte-parole de jeunes de la société civile, qui se sont penchés sur les enjeux spécifiques à la région en matière d'extrémisme violent et sur les initiatives communes pour prévenir ce phénomène. Ils ont également souligné l'importance de l'ODD 16 et du renforcement des institutions politiques en tant que moyen efficace de lutter contre les moteurs de l'extrémisme violent.

Le 12 juillet, l'UIP a présenté un document de recherche en vue de la réalisation de l'étude dont le Secrétaire général de l'ONU a été mandaté dans le cadre de la résolution 2250 (jeunesse, paix et sécurité). Sous le titre *Participation des jeunes aux travaux du parlement, paix et sécurité*, ce document s'est appuyé sur les données fournies par le rapport de l'UIP intitulé *La représentation de jeunes dans les parlements nationaux*, publié en 2016. Il a mis en lumière, au moyen de quatre études de cas, les liens existant entre la participation des jeunes aux travaux du parlement et les activités liées à la paix et à la sécurité. Afin d'approfondir encore l'analyse, une étude détaillée de la documentation disponible ainsi que des entretiens semi-directifs avec 40 personnes, dont des jeunes parlementaires et d'autres parties intéressées, ont été menés. Au final, le document de recherche a pris la forme d'une série de recommandations visant à renforcer la participation des jeunes aux efforts de consolidation de la paix et de la sécurité.

Les 10 et 11 août, l'UIP a participé à l'édition 2017 de l'Assemblée de jeunes au Siège de l'ONU à New York. Cet événement constitue un lieu d'échange pour les jeunes du monde entier, qui peuvent approfondir et partager leurs connaissances pratiques et leurs compétences avec des diplomates de l'ONU et d'autres experts. L'UIP a pris part à une réunion-débat sur l'autonomisation des jeunes dans les milieux culturel, économique, scientifique et politique.

Sécurité et paix dans le monde

L'UIP a travaillé avec l'Office des Nations Unies à Genève, la plateforme de Genève pour la consolidation de la paix (*Geneva Peacebuilding Platform*) et d'autres partenaires afin d'entamer les préparatifs de trois événements conjoints qui se dérouleront dans le cadre de la Semaine de la paix de Genève (6-10 novembre 2017).

Le 12 juin, l'UIP a assisté à une séance d'information au sujet du processus de négociations sur un traité d'interdiction des armes nucléaires. Le Secrétaire général de l'UIP a écrit le 19 juin à tous les Parlements membres de l'Organisation afin de les appeler à participer à ce processus. Adopté le 7 juillet, le traité reconnaît explicitement le rôle des parlementaires dans les efforts déployés pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

Le 20 juin, le Bureau de l'Observateur permanent de l'UIP auprès des Nations Unies à New York a dirigé les débats menés dans le cadre d'un atelier sur la coopération judiciaire internationale organisé en marge d'un forum spécial du Comité de l'ONU contre le terrorisme.

Le 29 juin, l'UIP a participé à un forum organisé à Genève par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien afin de commémorer les 50 ans d'occupation israélienne.

Développement durable

L'UIP a pris part à des rencontres de haut niveau du "Laboratoire de financement des ODD" les 18, 23 et 24 avril. Elle a participé à la réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement – dont le PNUD fait partie –, ainsi qu'aux réunions ultérieures de groupes de travail sur les partenariats multipartites et sur la mise en œuvre des ODD au niveau national. La conception d'une note d'orientation à l'intention des parlementaires sur la coopération pour le développement a été entamée durant l'été, une note élaborée conjointement par l'UIP et le PNUD.

Le 26 avril, l'UIP a pris part à une séance de travail sur le financement des ODD organisée par le Partenariat budgétaire international (*International Budget Partnership*) et le PNUD. Y étaient réunis des représentants du PNUD, du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, d'ONU Femmes ainsi que des gouvernements indien, mexicain et brésilien.

Le 1^{er} mai, l'UIP s'est exprimée à l'occasion du lancement du rapport intitulé *Governance and the Law* de la Banque mondiale.

L'Organisation a également prononcé une allocution lors de la Conférence mondiale sur les océans qui s'est tenue du 3 au 9 juin au Siège de l'ONU à New York. Cette allocution faisait état des résultats de l'Audition parlementaire annuelle de l'UIP organisée en février sur la thématique des océans.

Le 5 juillet, l'UIP a assisté au lancement du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le repositionnement du système de développement de l'ONU, une réforme majeure dont le lancement est prévu pour début 2018. La Sous-Secrétaire générale de l'ONU a confirmé que son organisation prévoyait de consulter amplement ses partenaires, y compris l'UIP, au moment de la finalisation de ce rapport.

Le 7 juillet, l'UIP a participé à une discussion informelle sur l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la gouvernance économique mondiale et a fait pression pour que le rôle des parlements y soit reconnu.

La Commission des Affaires des Nations Unies de l'UIP a consacré sa session de printemps (qui s'est tenue le 4 avril à Dhaka) à préparer les parlementaires au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF). Aussi, elle a fait le bilan de l'action parlementaire et a mené un débat sur le thème principal du HLPF. Des représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), du PNUD et d'ONU Femmes étaient présents.

L'UIP a ensuite participé activement au HLPF, qui s'est tenu à New York du 10 au 19 juillet et qui a permis à 44 nations de présenter, à titre volontaire, leur rapport sur l'état de mise en œuvre des ODD. Le 17 juillet, quelque 80 parlementaires de 36 pays ont pris part à une réunion parallèle organisée par l'UIP. Le 19 juillet, le Président et le Secrétaire général de l'UIP ainsi que la parlementaire Petra Bayr ont tenu une conférence de presse sur la contribution des parlementaires aux travaux du HLPF et à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le 18 juillet, l'UIP a collaboré avec la Mission permanente du Pérou, l'OIDD et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale dans le cadre d'une réunion parallèle sur la responsabilité démocratique de veiller à l'égalité des sexes dans la fourniture de services et l'élimination de la pauvreté. Le Secrétaire général de l'UIP a prononcé une allocution à la séance plénière du HLPF le 20 juillet.

Des parlementaires ont pris part au Forum de l'ONU pour la coopération en matière de développement, qui s'est tenu à Buenos Aires, en Argentine, du 6 au 9 septembre. L'UIP leur a donné les informations dont ils avaient besoin pour participer à la rencontre.

Le 24 mai, le Secrétaire général de l'UIP a prononcé un discours à l'occasion du Débat général de la 70^{ème} Assemblée mondiale de la Santé. Le 29 mai, l'UIP et l'OMS ont organisé conjointement et pour la deuxième année consécutive, une réunion sur le rôle des parlementaires en vue de combler l'écart entre la réalité scientifique et la politique. Le Secrétaire général de l'UIP ainsi que deux membres du Groupe consultatif sur la santé de l'UIP ont participé à cette réunion, qui était organisée avec le soutien de l'Autriche, du Bangladesh et du Cameroun.

Echanges de haut niveau

Le 3 avril, dans le cadre de la 136^{ème} Assemblée de l'UIP à Dhaka, des membres de la Commission des Affaires des Nations Unies de l'UIP ont rencontré l'équipe de pays des Nations Unies au Bangladesh, en présence du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques de l'ONU, M. Miroslav Jenča ; ils ont également visité le site d'un projet de l'UNICEF. La rencontre visait à mettre en avant les possibilités d'interaction entre l'ONU et les parlements des pays hôtes.

Le Secrétaire général de l'UIP a rencontré le nouvel Administrateur du PNUD, M. Achim Steiner, le 18 juillet à New York, et la Directrice exécutive par intérim du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Mme Natalia Kanem, le 17 juillet. Il a également rencontré la nouvelle Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, Mme Jayathma Wickramanayake, le 19 juillet, lors de sa toute première semaine à l'ONU.

Enfin, le 10 août, le Secrétaire général de l'UIP a rencontré la Sous-Secrétaire générale de l'ONU, Mme Amina Mohammed, afin d'entamer la préparation d'une réunion entre de hauts responsables de l'ONU et de l'UIP, qui se tiendra en automne. A cette occasion, les modalités pratiques de l'interaction entre les deux organisations, tant au niveau national que mondial, ont été examinées.